

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Le Tac contre la dignité de la femme

**L**E député RPR, Le Tac, vient de proposer une loi pour la réouverture des maisons closes. Le Tac prétend vouloir ainsi lutter contre le désordre que la prostitution engendre et contre les maladies vénériennes qui seraient en augmentation. En réalité, il veut légaliser la prostitution et la rendre plus rentable. La prostitution est un fléau lié à la société capitaliste : vendre son corps est une des formes les plus odieuses de l'exploitation. Les femmes, et de très loin, en sont les principales victimes. La prostitution est donc liée aussi à la condition féminine dans le système capitaliste. Souvent, les femmes qui se prostituent y sont poussées par le chômage ou par les difficultés de gagner leur vie. Les seuls pays où la prostitution n'existe pas sont les pays socialistes.

En France, le proxénétisme est, en principe, interdit. En 1946, une femme, Marthe Richard, faisait voter une loi interdisant les maisons closes. En réalité, celles-ci existent toujours et elles sont toquées par les pouvoirs publics.

Le projet de loi présenté par Le Tac est, en lui-même, monstrueux. Il l'avoue clairement : son but n'est pas de supprimer le proxénétisme. Derrière les justifications morales, sanitaires ou autres, dont se prévaut le triste député RPR, il y a les véritables raisons de ce projet qui sont de rendre la prostitution encore plus rentable. Actuellement, 90 000 femmes, dont seulement les tiers sont des « professionnelles », sont conduites à se prostituer. Avec la crise et le chômage, la prostitution est en hausse.

Le projet de Le Tac permettrait ce qu'il faut bien appeler une concentration de la prostitution entre les mains des proxénètes qui pourraient, en toute liberté, s'enrichir du commerce monstrueux de la prostitution. Le projet Le Tac prévoit même la possibilité pour les municipalités de prélever une taxe sur les maisons closes.

La plupart des femmes qui se livrent à la prostitution voudraient en sortir et cela leur est quasiment impossible. La réouverture des maisons closes les condamnerait encore plus qu'aujourd'hui à rester prostituées.

Cette atteinte intolérable à la dignité humaine qu'est la prostitution doit être supprimée. Certes, ce n'est pas possible dans le système actuel. Mais lutter contre la prostitution, c'est lutter contre ce qui amène des femmes à se prostituer. C'est lutter contre la crise, contre les licenciements, pour une indemnisation décente des chômeurs et des chômeuses, au moins égale au SMIC, pour de meilleurs salaires.

D'autre part, il faut combattre fermement des projets tels que celui de Le Tac qui visent à légaliser le proxénétisme. Les proxénètes ne méritent qu'une seule place : derrière les barreaux.

H. MAZERAU

# Le SMIC pour les chômeurs !

**Q**UE les chômeurs perçoivent au moins le SMIC, n'est-ce pas la moindre des choses ? C'est le minimum pour vivre. Le patronat trouve, au contraire, qu'ils ont trop d'indemnités. Pourtant, la moitié n'en ont aucune ! Et les directions syndicales, liées par les accords passés, empêtrées dans la gestion de l'UNEDIC, sont dans l'impasse.

Lutter ensemble, chômeurs et actifs, pour le SMIC, les transports gratuits, les loyers réduits pour tous les chômeurs, contre les licenciements : c'est la seule voie.

Voir article page 3



Paris, novembre 1978 : des chômeurs à la journée CGT (Photo HR)

## Grève au centre de tri de Bordeaux

# La police expulse les grévistes

**A**LORS que Ségard, secrétaire d'État aux PTT, va inaugurer un nouveau

service au centre de tri de Paris-Brune (voir article page 3), la police expulsait mercredi matin les postiers

du centre de tri de Bordeaux en grève depuis quatorze jours. Dans les PTT, les problèmes des travailleurs s'accumulent. Depuis plusieurs mois le mécontentement grandit, la grève de Bordeaux en est le dernier témoignage.

de tri (voir HR du 21 novembre) lors de leur mouvement ont versé 2 000 francs aux grévistes en soutien.

Le 6 décembre un rassemblement des postiers de toute la Gironde a lieu avec les grévistes du centre de tri pour protester contre l'intervention policière. Ce sera là une occasion pour aller aussi manifester devant la presse régionale qui est restée silencieuse sur cette grève.

Mercredi 6 décembre à 6 heures la police expulsait les postiers du centre de tri de Bordeaux en grève depuis quatorze jours.

Auparavant une entrevue avec la direction n'avait apporté aucune satisfaction aux revendications. A ce refus, les postiers avaient répondu par la fermeté, l'assemblée générale ayant approuvé à une large majorité l'occupation des locaux, proposée par les sections CGT et CFDT. L'essoufflement espéré par l'administration n'a pas eu lieu. Il faut dire que les sections ont pris en charge la question financière. Près de 2 000 francs ont été récoltés au centre de chèques de Bordeaux. Les travailleurs de la SOCAE qui étaient venus collecter au cen-

## Iran

# L'armée tire sur les manifestants

**D**EPUIS vendredi, de nouvelles manifestations se déroulent en Iran. Cette nouvelle mobilisation correspond au Moharram (le mois des martyrs). Dimanche, ils étaient 5 000 manifestants. Lundi, ce sont les employés des banques qui ont défilé. Systématiquement, l'armée intervient et tire sur la foule. Tous les soirs, à l'heure du couvre-feu, des manifestants, montés sur les toits ou de leurs fenêtres, crient des slogans contre le Shah. Une manière de détourner la loi martiale ! L'armée et la police

sont en état d'alerte quasi-permanent. Lundi, quatre policiers ont été tués lors d'une attaque contre le siège de la police à Téhéran.

Les grèves ont repris elles aussi. De nouveau, le pétrole ne coule plus et les livraisons de gaz naturel vers l'URSS sont stoppées. Alors que la police politique, la Savak, a assassiné chez lui un ayatollah, le premier ministre a prétendu que l'ayatollah Khomeiny pouvait rentrer sans crainte en Iran. Enfin, la population de Boushehr a pris d'assaut la préfecture de la ville.

Voir en page 3,  
l'extrait  
du tract  
des 3 sections  
CFDT de  
Paris-Brune

Les élections en Namibie

# « Nulles et non avenues »

Le monde entier condamne la manœuvre de l'Afrique du Sud

**G**RANDE comme une fois et demie la France, la Namibie est un pays fabuleusement riche de par son sous-sol. Sixième producteur de diamant du monde, septième producteur d'uranium, la Namibie possède moins d'un million d'habitants, dont environ 10 % de Blancs. Colonie allemande depuis 1892, elle est occupée par l'Afrique du Sud pendant la Première Guerre mondiale. Au sortir de la guerre, celle-ci se voit confier la tutelle de la Namibie par la SDN \*. Après la Seconde Guerre mondiale, cette tutelle est renouvelée par l'ONU qui refuse, cependant, que la Namibie ne devienne la cinquième province de l'Afrique du Sud, comme celle-ci le demande.

En 1966, l'ONU retire le mandat. Les Sud-Africains n'en continuent pas moins à occuper le pays et à refuser toute idée d'autodétermination. Sous l'action conjuguée des guerriers de la SWAPO, qui mène la lutte armée, et des pays africains, dans toutes les instances internationales, le régime raciste de Prétoria doit, cependant, finir par accepter le principe de l'indépendance de la Namibie. Cette indépendance est, dans un premier temps, fixée au 31 décembre 1978.

## PRÉSERVER SES INTERETS

Pour le régime blanc de Prétoria, cependant, l'indépendance ne veut pas dire autodétermination. Ce dont il s'agit pour lui, c'est de créer un Etat fantôme à la tête duquel il pourrait mettre ce qu'il considère com-

me des « modérés », c'est-à-dire des gens complaisants pour sa politique et ses intérêts économiques dans le pays. De préférence, les Blancs.

Pour lui, il ne peut évidemment s'agir de la SWAPO, dont le caractère nationaliste, n'est pas caché. Or, il est évident que toute véritable élection en Namibie, pour peu qu'elle soit un minimum régulière, donnera la majorité absolue à la SWAPO. Le gouvernement de Prétoria va donc chercher à prendre de vitesse l'ONU qui a, en septembre, élaboré un plan d'indépendance avec la SWAPO, qu'elle reconnaît, d'ailleurs, comme unique représentant du peuple namibien. Ce plan de l'ONU est établi de façon à permettre l'accès à l'indépendance dans les meilleures conditions possibles. Tout d'abord, afin d'assurer la régularité du scrutin d'où doit sortir la future direction du

pays, les troupes, l'armée sud-africaine et les organismes militaires de la SWAPO doivent être démobilisés ou quitter le pays. Une force d'intervention de l'ONU, composée de 7 500 casques bleus, est prévue pour maintenir l'ordre. Une force de deux mille deux-cents fonctionnaires civils est, d'autre part, prévue pour assurer la régularité du scrutin.

Avant les élections, il est également envisagé que tous les exilés et les prisonniers politiques devront être rentrés chez eux, les lois raciales discriminatoires devront être abolies. D'après les experts de l'ONU, ces mesures ne peuvent pas être effectives avant le mois d'avril 1979. La date du scrutin est donc fixée à cette période.

## UN EMPRESSEMENT SUBIT

C'est alors que Vorster, qui dominait le pays depuis des dizaines d'années sans aucun problème de conscience, se retrouve soudain devant une fureur subite de décolonisation. Avril, c'est trop tard, il faut absolument que le pays soit indépendant pour le 31 décembre comme prévu. Il lui faut donc organiser d'urgence des élections. Mais ses élections à lui, bien entendu, c'est-à-dire sans aucun contrôle international, avec ses règlements, ses

candidats et sans la présence de la SWAPO.

C'est évidemment une manœuvre pour prendre de vitesse les mesures prévues par l'ONU en accord avec la SWAPO. Aussitôt connue, cette décision est dénoncée par la SWAPO, comme par tous les organismes internationaux. Craignant que ne recommence la guerre et que les Russes n'en profitent pour s'immiscer dans

Alors que les élections commencent lundi, samedi dernier, les forces racistes ont procédé à l'arrestation de six dirigeants de la Swapo. Ceux-ci ont été arrêtés en vertu de la section 6 de la loi qui permet de détenir au secret, pour une période illimitée, toute personne simplement suspectée de terrorisme.

cette affaire, les principaux pays ouest-européens tentent de faire fléchir Prétoria. Rien n'y fait : il maintient ses élections.

Ce sont ces élections qui se déroulent actuellement dans des conditions dont on ne peut même pas dire qu'elles sont suspectes. La SWAPO, dont chacun sait qu'elle devait remporter haut la main ces élections, n'y participe pas. Bref, il est clair que ces élections n'auront pas la moindre valeur. Elles sont d'ailleurs considérées a priori par l'ONU, la Communauté internationale et la SWAPO, comme « nulles et non-avenues ».



La campagne électorale du DTA, le parti officiel. Des élections qui n'auront aucune signification



Serge FOREST

## Hanoï crée une organisation fantôme au Kampuchea

**D**E nouveaux combats se déroulent entre les forces armées du Kampuchea démocratique (Cambodge) et les armées vietnamiennes en territoire cambodgien. Ne lésinant pas sur les moyens, l'armée vietnamienne a recours aux bombardements, parfois même aux gaz mortels, pour vaincre une résistance acharnée à son agression.

En tout cas, il n'y a plus grand monde pour contester la réalité de cette agression. Et c'est justement ce qui inquiète les dirigeants vietnamiens et les pousse à utiliser des subterfuges pour mieux faire avaler leur projet d'annexion.

Il y a quelques semaines,

Radio-Hanoï annonçait avec tapage « un soulèvement généralisé » au Kampuchea.

Aujourd'hui, un nouveau pas est franchi dans la propagande. Et comme par hasard, c'est encore Radio-Hanoï qui « informe » : les révoltés se seraient dotés d'un « Front uni de salut national du Kampuchea » qui ne demanderait qu'à être reconnu internationalement comme représentant légitime du peuple kampuchéen. Mais, encore par hasard, ce front siégerait dans les « zones libérées », c'est-à-dire justement dans les régions que l'armée vietnamienne a envahies. En fait, ce qui se passe, c'est que là où les soldats vietnamiens arrivent à mettre le pied, ils

installent quelques fantômes cambodgiens. Ce procédé n'est pas nouveau : c'est ainsi que procédent tous les envahisseurs quand ils veulent se donner une apparence de légitimité.

Cette nouvelle tactique est d'autant plus dangereuse que plusieurs pays (la France par exemple) ne reconnaissent pas l'actuel gouvernement, le seul légitime, du Kampuchea démocratique. Peut-être le Vietnam caresse-t-il le rêve de faire reconnaître par ces pays la poignée de fantômes dévoués à sa solde ? Plus que jamais, nous devons donc exiger l'établissement de relations diplomatiques entre la France et le Kampuchea.

Autre détail qui mérite d'être souligné : seule l'Humanité n'a pas jugé utile de dire à ses lecteurs que l'« information » sortait tout droit de Radio-Hanoï, ce qui, bien sûr, lui enlèverait une bonne part de sa crédibilité, ainsi que le font remarquer tous les autres journaux.

Claude Liria

## Les communistes de Malaisie répondent à Hanoï ...

**O**N se souvient que lors de sa dernière visite à Kuala Lumpur (Malaisie) le premier ministre vietnamien Pham Van-dong avait déclaré sans ambages que le Vietnam cessait tout soutien aux luttes armées qui sont organisées, sous la direction des Partis communistes, en Malaisie, en Thaïlande, à Singapour, aux Philippines, etc.

Le Parti communiste de Malaisie, qui dirige la lutte armée dans son pays, vient de dénoncer l'attitude vietnamienne dans une déclaration diffusée par la Voix de la révolution de Malaisie. Nous en reproduisons la conclusion.

« En raison de la résistance héroïque du peuple kampuchéen, la guerre d'agression des dirigeants vietnamiens a été un échec. Leur politique expansionniste se heurte à la ré-

sistance des peuples de nombreux pays, et en particulier des peuples des pays d'Asie du Sud-est. Au plan international, ils sont dans un isolement extrême, avant tout parmi les peuples d'Asie du Sud-est. Mais plus ils sont isolés, plus leurs défaites sont sévères, plus leurs agissements sont désespérés et moins ils lésinent sur les moyens. Avec l'aide des sociaux-impérialistes soviétiques, ils accentuent leur agression et leur expansion. La récente visite de Pham Van-dong dans les pays du Sud-est asiatique est précisément une tentative pour rompre leur isolement et créer sur une plus grande échelle un courant d'opinion favorable à l'invasion armée du Kampuchea. Ce qu'a fait Pham Van-dong pendant les quelques jours de sa visite dans notre pays, a

montré clairement à notre peuple que le premier ministre d'une soi-disant « république socialiste » fait tous les efforts possibles et imaginables pour se faire bien voir des réactionnaires de notre pays, pour atteindre ses buts. Et il a été jusqu'à sacrifier les principes pour un marché et a ainsi trahi la cause de la Libération nationale.

L'attitude de Pham Van-dong a éveillé la vigilance des peuples d'Asie du Sud-Est et sans nul doute, elle sera condamnée énergiquement par tous les peuples épris de justice, y compris le peuple vietnamien. La politique expansionniste des dirigeants vietnamiens et les intrigues qu'ils fomentent pour sortir de leur ornière connaîtront à coup sûr une défaite encore plus lamentable ».

## Erythrée

Le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE) a annoncé samedi 2 à Beyrouth avoir abattu un hélicoptère ayant à son bord un général et trois autres officiers soviétiques. Tous les quatre ont été tués. Le FPLE a également révélé que les navires soviétiques bombardaient les côtes érythréennes et cherchaient à débarquer des hommes et des blindés.

# DANS L'ACTUALITE

## Débat à la FNAC Montparnasse sur le Kampuchea(Cambodge)

### Faire entendre la voix de la vérité

**M**ARDI à la FNAC - Montparnasse, une rencontre était organisée sur le thème : « Où en est le Cambodge aujourd'hui ? ». A la tribune figuraient trois personnes qui se sont signalées pour leurs ouvrages violemment anti-cambodgiens, Jean Lacouture, François Ponchaud et François Debré (sans compter le présentateur plus que partial). Jacques Jurquet, secrétaire général du Parti communiste

marxiste-léniniste, défendait à la tribune un point de vue opposé, point de vue d'ailleurs étayé par un voyage au Kampuchea au mois de septembre.

Se basant sur son voyage, Jacques Jurquet expliqua d'abord que le Kampuchea avait remporté depuis la Libération deux victoires importantes sans lesquelles le peuple n'aurait pas pu survivre : la victoire sur la famine obtenue, entre autres, par l'évacuation des villes surpeuplées, par la

mise en place d'un réseau d'irrigation et par la culture très étendue du riz, et la victoire sur le paludisme ramené de 90 à 10 % de la population. Ensuite, Jacques Jurquet rappela avec insistance l'agression vietnamienne soutenue par l'URSS, agression que de nombreux détracteurs du Kampuchea actuel passent sous silence.

Plusieurs affirmations avancées sans le moindre fait concret furent battues en brèche. Par exemple, alors que Ponchaud affirmait que les révolutionnaires avaient procédé à trois purges successives :

- 1) *Éliminer physiquement tous les militaires et les soldats de l'ancien régime ;*
- 2) *Éliminer tous les intellectuels (étudiants-enseignants-professeurs) ;*
- 3) *Éliminer tous ceux qui n'appartiennent pas à la couche des paysans pauvres et des ouvriers, quel qu'un dans la salle posa alors cette question : si tant de gens ont été assassinés, si le peuple subit une dictature aussi féroce, comment expliquer qu'il ait repoussé la première offensive vietnamienne. Cette remarque de bon sens amena d'ailleurs Ponchaud à reconnaître un peu plus tard qu'il était assez perplexe devant cette « énigme ».*

Autre énormité : celle de Lacouture affirmant que les dirigeants avaient « coupé un pays entier et un peuple entier du reste de la communauté mondiale et internationale ». Ce à quoi Jacques Jurquet répliqua en signalant que le Kampuchea entretenait des relations diplomatiques avec plus de 80 pays et que s'il n'y en avait pas avec la France, ce n'était absolument pas du fait du gouvernement cambodgien.

Lacouture affirma alors sans crainte du ridicule que les ambassadeurs présents à Phnom-Penh étaient « prisonniers dans leurs ambassades entourées de fils barbelés ». On imagine assez mal un ambassadeur acceptant d'être un otage au Kampuchea...

Un représentant du Comité des patriotes prit également la parole pour rappeler la vérité et l'histoire de l'agression vietnamienne, trop « oubliée » dans ce débat houleux où l'indépendance d'un petit pays (en butte aux ambitions d'une superpuissance par Vietnam interposé) n'était pas un sujet de préoccupation pour beaucoup.

Notons qu'aussi bien à la tribune que dans la salle, on retrouvait finalement du même côté des anticommunistes notoires, genre Ponchaud, des personnes se réclamant de la lutte anti-impérialiste, genre Lacouture, des prosoviétiques, des Cambodgiens d'extrême-droite, des nostalgiques de la colonisation, etc.

Mais Jacques Jurquet, soutenu par de nombreuses personnes dans la salle (Français et étrangers), réussit à faire entendre la voix de la vérité.

Cloude LIRIA

# Le SMIC pour les chômeurs !

**L**ES discussions reprennent sur l'indemnisation du chômage et sur l'horaire annuel entre CNPF et syndicats. Les discussions traînent depuis septembre et ce doit être, ces jours-ci, la phase décisive. On se souvient que la situation financière de l'UNEDIC, organisme paritaire qui gère le fonds d'indemnisation du chômage, est si périlleuse que l'UNEDIC ne sera plus en mesure de verser des indemnités à partir du 15 janvier 1979. Les prévisions font apparaître un trou de trois milliards dans le budget 1979 si des ressources nouvelles ne sont pas dégagées. La position des patrons et du gouvernement est de refuser d'augmenter leur participation au financement, mais de réorganiser l'indemnisation du chômage en rendant l'ASA (allocation pour licenciement économique) dégressive selon la durée du chômage. Les organisations syndicales se sont opposées à cette gestion de la pénurie et demandent une participation plus forte du CNPF et du gouvernement, mais elles se trouvent mises au pied du mur par le chantage patronal.

C'est en 1958 que les organisations syndicales se sont engagées dans la politique contractuelle sur l'indemnisation du chômage, cet accord qui admettait

le principe de l'indemnisation du chômage, et pour cela celui d'une cotisation patronale (0,8%) et salariale (0,2%), revenait à faire payer le chômage par les travailleurs, alors que seul le capitalisme en est responsable. C'est d'ailleurs pourquoi la CGT ne l'a signé qu'en janvier 1959, l'opposition était trop forte dans ses rangs.

Aujourd'hui, alors que l'ASA a joué son rôle démobilisateur face à l'accroissement des licenciements économiques, les patrons repassent à l'offensive et les syndicats se trouvent empêtrés dans un choix qui n'a rien à voir avec la défense des travailleurs : ou maintenir leur refus, et les ASSEDIC ne s'en relèveront pas, ou gérer la pénurie, c'est-à-dire accepter la dégressivité ou le plafonnement et l'augmentation des cotisations (patrons et salariés).

Côté patronal, il est clair que les 90% ont joué leur rôle : au moment de leur mise en place, il s'agissait de désamorcer les luttes contre les licenciements massifs qui commençaient alors (en 1974). En entrant dans ce jeu, les directions syndicales portent, d'ailleurs, une lourde responsabilité à cet égard. Mais maintenant, vu le volume atteint par le chômage, il s'agit de réduire le coût des indemnités. La réforme de l'ANPE en est

un volet, le développement des contrats temporaires, de l'auxiliaire et autres combinaisons pour réduire le nombre des « licenciés économiques » en est une autre.

Mais il faut plus encore, et sous prétexte d'incitation des bénéficiaires des 90% à chercher du travail, ce qui ne manque pas de cynisme, ou d'une répartition plus égalitaire de l'indemnisation, ce qui n'en manque pas non plus, quand on pense que la moitié des chômeurs ne sont pas indemnisés, les patrons s'activent donc, tous azimuts, pour réduire les indemnités.

Lutter fermement contre les licenciements, lutter pour que tout chômeur perçoive au minimum le SMIC, que les chômeurs et leur famille aient transports gratuits, logement moins cher ou gratuit, réaliser sur ces bases l'unité des chômeurs et actifs, telle est la voie, certes difficile, hors de laquelle on s'égare quand on signe des accords qui divisent la classe ouvrière, désamorcent sa lutte contre les licenciements, quand on accepte de partager la gestion de l'indemnisation.

Pour s'être engagées dans cette voie, les directions syndicales se trouvent dans une impasse. Mais ce sont les travailleurs qui en payent les conséquences.

## Lettre ouverte à Norbert Ségard

(Extraits d'un tract des trois sections CFDT de Paris-Brune)

**D**ÉPUIS le temps qu'ils vont manifester périodiquement devant vos bureaux de l'avenue de Ségur, les postiers vont sans doute enfin pouvoir vous rencontrer. Ceci ne devrait pas vous déplaire. Vous venez de faire connaître aux organisations syndicales votre intention d'ouvrir prochainement des négociations sur les problèmes vitaux du manque d'effectifs et des mauvaises conditions de travail. Pourquoi ne pas commencer dès aujourd'hui ? Mais avant, nous avons une question à vous poser : comment se fait-il que vous inaugureriez le 6 décembre un bureau qui a ouvert ses portes le 9 octobre dernier ? Votre carnet de rendez-vous est-il surchargé ? Ou bien cela vous gênait-il de venir inaugurer un bureau qui a compté jusqu'à 350 000 plis en souffrance et jusqu'à 17 positions de travail à découvert ? Avez-vous peur de contempler la pagaie que vous aviez si bien orchestrée ?

Nous tenons à vous le rappeler : l'inauguration de Paris 14 Bachelard, ce sont les postiers qui la font depuis deux mois, ce sont eux qui en subissent tous les inconvénients, alors votre inauguration à vous, Monsieur Ségard, c'est du bidon ! Tout cela n'est que parade et poudre aux yeux !

Nous sommes bien résolus à venir vous poser ces quelques questions :

- 600 F de prime de rendement pour vos préposés, 14 000 F pour un chef d'établissement, combien, par exemple, pour un directeur général des postes ?
- A quand nos 35 heures hebdomadaires ? Quand pourrons-nous, comme l'administration centrale et les ministères, bénéficier de vrais week-end ? Pourquoi n'avez-vous pas demandé à vos collègues de l'Assemblée nationale de prévoir au budget 1979 la création de 50 000 emplois supplémentaires ?
- Avez-vous toujours l'intention d'embaucher des auxiliaires et vacataires et de continuer ainsi à porter atteinte au statut de la fonction publique ? Donnez-vous aux postiers parisiens les moyens financiers de se loger à Paris et d'y vivre décemment ?
- Allez-vous enfin mener une politique sociale en augmentant les subventions aux campings, aux crèches, etc. (...)

Le tract conclut :  
Voilà les questions que nous vous invitons tous, postières et postiers de Paris 14 et de l'ensemble du complexe Paris-Brune, à venir poser avec nous au secrétaire d'Etat Norbert Ségard. Vous avez dû vous rendre compte depuis longtemps que celui-ci se moque éperdument de vos revendications ; vous avez là l'occasion de les lui rappeler.

Toutes et tous au rassemblement, mercredi 6 décembre à 16 h 30 devant Paris 14 Bachelard.

Les ouvriers de la mécanisation postale (maintenance), las d'être bafoués et méprisés, se sont mis en grève aujourd'hui 6 décembre pour : 44 agents (au lieu de 33 actuellement), une formation professionnelle en rapport avec la technicité de Paris-Brune, l'approvisionnement en matériel dans des conditions normales, de véritables mesures de sécurité (depuis 1972, 840 jours d'arrêt de travail pour accidents de service).

D'après un tract CGT)

## La délégation chinoise en visite en France rend hommage aux Communistes



La délégation chinoise invitée par l'Association des amitiés franco-chinoises a été, mardi 5 décembre, rendre hommage aux Communistes. Cette délégation est conduite par Chou Tou-nan, vice-président de l'Association avec l'étranger. Il est membre du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire chinoise. Ci-dessus, la délégation chinoise et des membres de la direction des Amitiés franco-chinoises au mur des Fédérés (Phot HR)

## Cue Jour le Jour par Silvestre.



Les accords franco-chinois

# Un important événement politique

Henri MAZERAU

LES gouvernements français et chinois viennent de conclure un important accord économique qui va multiplier par huit d'ici 1985, le volume actuel du commerce entre les deux pays. Cet accord entre dans le cadre de la modernisation de l'économie, de la défense et de la science chinoises. Après l'accord signé par la Chine avec le Japon, il témoigne de la volonté de la Chine de diversifier ses sources d'importation de techniques étrangères et de s'adresser en priorité à des pays qui ne sont pas des superpuissances. C'est dire l'importance politique que revêtent aussi ces accords dans le monde d'aujourd'hui.

L'accord signé par les deux gouvernements est à long terme. Il porte sur une durée de sept ans et sur un volume d'échanges de 60 milliards de francs. Cet accord qui vient après celui signé avec le Japon va permettre à la Chine de poursuivre la modernisation de son industrie dans de nombreux domaines : sidérurgie, énergie électrique, nucléaire, recherche minière, infrastructure et équipement des

ports, métaux non ferreux, travaux publics, industrie pétrolière, transports terrestres, aéronautique, etc. L'agriculture est aussi concernée puisque des usines d'insecticides, de pesticides vont être construites (voir encadré).

## MODERNISER LA CHINE

Ces accords entrent dans le cadre des quatre modernisations : de l'agriculture, de

l'industrie, de la défense nationale, des sciences et techniques. Cette politique est destinée à faire de la Chine qui est encore un pays pauvre, un pays hautement développé à la fin du siècle. C'est en effet à cette condition que le peuple chinois pourra maintenir son niveau de vie. Le peuple chinois en effet vit encore dans des conditions qui certes n'ont plus rien à voir avec celles d'il y a trente ans, mais qui sont encore difficiles. L'agriculture est encore faiblement mécanisée, l'industrie peu développée et l'une des tâches du socialisme est d'apporter au peuple des conditions de vie de plus en plus élevées. Cela est impossible sans une économie développée et moderne.

## UNE POLITIQUE D'INDÉPENDANCE

L'édification d'une économie puissante est aussi une condition de l'indépen-

dance de la Chine. Indépendance économique d'abord, le programme des quatre modernisations va permettre au peuple chinois de posséder dans un temps relativement court une agriculture, une industrie qui lui permettront de produire lui-même ce dont il a besoin. Dans le passé la Chine devait par exemple dépenser des centaines de millions de dollars pour acheter à l'étranger des engrais chimiques, la production chinoise reposant uniquement sur des entreprises petites et moyennes. Pour mettre fin à cette pénurie, Mao Tsé-toung et Chou En-lai en 1973, avaient approuvé un plan d'importation de ces usines. Grâce à ces usines importées, la production d'engrais chimiques a nettement progressé. Il est important que la Chine puisse couvrir elle-même ses besoins en acier, en pétrole, etc. Sans une industrie hautement développée, il n'est d'autre part pas possible d'édifier une défense nationale moderne et capable de

faire échec à toute agression extérieure. Or, étant donné la situation internationale caractérisée par les menaces de guerre des superpuissances, la modernisation de la Chine est un impératif prioritaire.

## RATTRAPER LE RETARD

L'importation d'équipement et de techniques doit aussi permettre à la Chine de se développer rapidement. Le but actuel est de maîtriser en quelques années les techniques des années 1970. Actuellement, l'industrie chinoise applique les techniques des années 1940 et 1950. Ce retard est encore plus considérable pour les industries nouvelles.

## COMPTER SUR SES PROPRES FORCES

L'importation de matériel, d'usines étrangères ne signifie pas l'abandon de la politique de compter sur ses propres forces. Une telle

politique ne signifie pas fermer la porte à toute importation.

En effet, les techniques hautement développées des pays capitalistes peuvent être profitables au peuple chinois. En soi, le progrès technique et scientifique n'a pas de couleur socialiste ou capitaliste. Par contre l'utilisation qui en est faite, elle, en a une. La politique du PCC est d'utiliser les points forts des techniques étrangères et de supprimer les points faibles, ou les défauts, c'est par exemple le cas pour l'industrie nucléaire. Refuser d'utiliser les techniques étrangères développées serait vouer le peuple chinois à un retard technique et scientifique qui ne pourrait que lui être préjudiciable.

Enfin, dans ses échanges la Chine donne la priorité aux pays qui ne sont pas des superpuissances, c'est le cas de la France et du Japon. Une telle politique va dans le sens de l'édification du Front uni anti-hégémonique destiné à isoler les superpuissances.

## Onze grands projets

Les accords comportent, outre des engagements de coopération dans de nombreux secteurs économiques, onze grands projets chinois d'équipement qui seront confiés à des firmes françaises, sous réserve de conditions de prix et de niveau technique comparables à celles offertes par le marché mondial. Parmi ces projets, il y a la transformation et l'extension d'un complexe sidérurgique qui serait porté à une capacité de production de dix millions de tonnes d'acier. Il y a aussi la vente d'une usine de construction de centrales hydro-électriques à bulles, deux centrales thermiques, d'une usine de magnésium, d'équipements pour la fabrication d'aciers spéciaux et de tubes, de matériel de laminage. Les achats chinois portent aussi sur du matériel spatial. Autre projet ambitieux : celui de la construction d'un complexe de production d'aluminium.

## Le voyage de Barre en Corse

Communiqué de la section corse du PCML



Affiche de la section corse du PCML

Les représentants de la bourgeoisie française se succèdent dans notre Ile : Giscard a apporté dans ses valises des promesses, des milliers de policiers et la répression contre les patriotes. Beullac a représenté l'austérité à l'école, le chômage des maîtres-auxiliaires, le manque de sécurité pour les élèves ; Barre apporte le constat du chômage (1 600 000 chômeurs, dont 6 000 en Corse), les licenciements (Olicorse, Aéro-Filippi, Frombolacci, Mattéi), la hausse des prix (impôts : plus 9 %, impôts locaux : plus 17 % ; loyers : plus 10 % ; rentrée scolaire : plus 11 %, etc.). Barre est le représentant direct des intérêts des patrons, il pousse les travailleurs à la misère pour faire des cadeaux aux capitalistes. Barre, c'est aussi la répression : en France, intervention brutale des CRS contre les manifestants et les ouvriers en grève à Caen, puis contre les travailleurs immigrés en lutte dans les foyers Sonacotra ; en Corse, vingt-cinq militants du peuple corse en prison à Paris, de nouvelles arrestations qui coïncident avec l'arrivée de Barre, les intimidations de la police, la violence des barbouzes et du pouvoir contre le peuple corse. Face aux attaques du plan Barre, face à la répression qui frappe durement les travailleurs, le peuple corse et les travailleurs de France doivent s'unir à la base et coordonner leurs luttes pour riposter avec force, pour gagner et imposer aux capitalistes nos revendications.

Contre la venue de Barre, manifestons, unis, notre colère.

LUNDI 11 DECEMBRE à 15 h 30 à la gare

## Saint-Denis : une gestion démocratique de choc

« Il y a une animatrice qui nous a dit que vous l'aviez contrainte à faire grève sous la menace. A : Mais elle est frêle et tout, quelle idée... »

« Non, non c'est sérieux, elle a même déposé un recours en justice contre vous, nous vous convoquons pour que vous présentiez votre défense à ce sujet-là. »

A : De qui s'agit-il ?

« Vous ne le saurez pas, mais présentez votre défense, vous en aurez l'occasion. »

A : On n'a pas besoin de la force pour étendre notre mouvement.

« On vérifiera. S'il y a eu menace, vous serez licencié sur le champ et la municipalité appuiera le recours en justice de l'animatrice concernée. »

Ce dialogue, ou encore cette réponse, — « Vous ne mettez pas les pieds dans la mairie, vous pouvez amener Séguy, ce sera pareil » — faite aux instances UD, Fédération CGT et SNPAOCC-CGT, émane de la municipalité de gauche de Saint-Denis, dans laquelle les animateurs font grève depuis maintenant trois semaines.

Ici les animateurs sont au nombre de 130, répartis en trois catégories : quatre animateurs de MJC, qui s'adressent aux jeunes de plus de 15 ans. Sur la base de 40 heures par semaine, ils ont 2 800 F brut par mois. Cent animateurs de centres de loisirs maternels qui accueillent les jeunes enfants. Ils ont 1 700 F par mois pour 35 heures par semaine et, enfin, vingt-cinq animateurs de centres de loisir primaires, payés 1 600 F pour 32 heures, par semaine.

La quasi-totalité des animateurs n'a aucune garantie d'emploi. Ce sont en quelque sorte des non-titulaires

à vie avec toutes les incertitudes que cela comporte. Ils demandent un statut à la mairie et ensuite que celles-ci les appuie vis-à-vis de l'Etat pour faire reconnaître leur profession. Ils sont syndiqués à la CGT (Fédération du spectacle). Ils vont essayer de négocier avec la municipalité... (PC avec deux ou trois PS, un PSU et sans étiquette). En vain.

Trois grèves de 24 heures aboutiront à faire ouvrir des négociations-bidons, puisque la municipalité n'a aucune envie en fait de discuter. Par contre, elle réprime : deux animateurs sont licenciés (dont un ap-

partenant à la CE) pas de paiement des jours de grève et une prime débloquée pour les heures supplémentaires (pendant les trois mois d'été, les animateurs font en moyenne 57 h 30 par semaine) sera versée à tout le monde sauf aux grévistes !

Pendant ce temps aussi, à l'insu des animateurs, le maire a mijoté un contrat, adopté à l'unanimité moins une voix au conseil municipal, et rapidement accepté par le préfet se réjouissant de voir un contrat si misérable. La mairie ne va pas s'arrêter là : le 9 octobre par le biais de l'union des maires de France, elle demande l'application sur l'ensemble de la région parisienne.

Les rapports se sont progressivement dégradés entre les instances syndicales CGT (UD 93, UL, etc) et la municipalité qui ne donnera pas de suite à une lettre de celles-ci lui demandant de les recevoir.

Plus tard, elle acceptera bien de recevoir l'UL et la section locale uniquement. A cette atteinte au droit syndical, les grévistes répondront que l'employeur n'a pas à choisir la composition de la délégation. Entre temps aussi, un troisième animateur sera menacé de licenciement.

La riposte des animateurs à ce patron de choc « démocratique », c'est la grève reconductible qui dure de-

puis trois semaines maintenant. Enfin, le maire rompt le silence et doit recevoir les grévistes et instances syndicales mercredi matin. Ce même jour, à Bobigny, doit se tenir une assemblée générale départementale des animateurs pour dégager des perspectives car maintenant la lutte doit être départementale et nationale pour contrer l'initiative de l'union des maires.

Les grévistes demandent 30 heures minimum garanties par semaine, 50 maximum au lieu de 57 h 30 actuellement et 2 200 F brut, ainsi que le paiement des heures supplémentaires surtout pour les MJC qui ne sont pas loin de faire 32 jours supplémentaires par an !

En toile de fond de tout cela, les affiches des grévistes qui sont déchirées ou recouvertes, le bruit lancé par la municipalité que « les grévistes se trompent de cible », etc.

Non, les grévistes ne se trompent pas de cible. Dans le système capitaliste où on vit, ce qui sert de boussole, c'est le profit. La gestion même « démocratique » des municipalités n'échappe pas à ce phénomène. Et les maires, dans les grandes villes, employeurs de plusieurs milliers de travailleurs sont aussi de gros patrons... contre lesquels les travailleurs sont obligés de se battre pour faire aboutir leurs revendications.

René BREAND.

Succès de la lutte des femmes

« Déetective »  
cesse de paraître



Paris, 8 mars 1978. Les femmes manifestent devant les cinémas (Photo HR)

SUITE à l'avis de la commission de surveillance et contrôle destinée à l'enfance, qui s'est réunie le 29 novembre, Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, vient de décider l'interdiction d'exposer et d'afficher la revue *Déetective*, ainsi que sa vente aux mineurs. Le 4 décembre, André Bayler, directeur de cette revue, a fait savoir qu'il en suspendait la parution. Il est probable, en effet, que ce journal à sensation n'aurait pas longtemps survécu à la suppression de sa principale raison de vivre : ses affiches provocantes et ses titres sexistes et « accrocheurs ». Cette revue, au départ spécialisée dans les recherches d'enquêtes policières, est devenue, depuis de nombreuses années, la plus diffusée des revues qui donnent une image avilissante de la femme et la seule à pouvoir faire de la publicité.

Or, son contenu est particulièrement réactionnaire, faisant appel à tous les fantasmes et déviations sexuelles que la dégénérescence de la bourgeoisie peut produire ; plus encore, il faisait l'apologie du crime sexuel.

Ce sont les femmes or-

ganisées dans les groupes femmes et dans le MLAC qui se sont essentiellement mobilisées contre cette revue : les femmes qui luttent pour le droit à la contraception et à la libre disposition de leur corps se sont mobilisées pour que le viol soit reconnu comme un crime et se battent aussi contre la pornographie. « véritable incitation au viol ». Elles ont mené depuis plusieurs années plusieurs campagnes sur ce thème. En particulier, elles ont lancé des mots d'ordre et bombé des slogans lors de la manifestation du Premier Mai, l'an dernier.

Depuis, elles ont donné un nouvel essor à cette lutte, spécialement sur Paris, par l'application de bandeaux sur les affiches publicitaires. Dernièrement, elles ont créé un « comité anti-Déetective » qui a fait une campagne d'agitation contre cette revue par tracts et par une contre-affiche. Cette interdiction d'affichage est donc un succès pour toutes les femmes (et tous les hommes) qui se battent pour la dignité et l'égalité des femmes.

Cette mesure de Christian Bonnet montre pourtant que cette lutte est particulièrement dure et que

la bourgeoisie a pour objectif, non pas le droit des femmes à l'égalité, mais la récupération de leur lutte ; en effet, ce n'est pas à la demande des femmes mais à celle de la commission de surveillance et de contrôle destinée à l'enfance que le ministre de l'Intérieur a donné suite, c'est-à-dire par rapport à ce que la bourgeoisie appelle « la corruption de la jeunesse ». C'est volontairement laisser de côté la lutte spécifique des femmes.

Ce nouveau succès, après l'interdiction d'affichage pour les films pornographiques, n'est en réalité qu'un tout petit premier pas, car la pornographie continue à se développer et à engraisser les producteurs ; et il semble que le nouveau *Déetective* soit déjà prêt à sortir : on commence à murmurer que si André Bayler, qui a le bras long, n'a pas fait appel de cette décision, c'est qu'il a l'assurance de pouvoir sortir sans difficultés une nouvelle revue « qui favorise la photo plutôt que le rédactionnel », nommée *Radar*, du nom d'une ancienne publication et qui, elle, bénéficiera d'une large publicité n'en doutons pas.

Claire MASSON

Quelle est  
la portée  
du système  
monétaire  
européen ?

LA création d'un système monétaire européen est en général appréciée comme étape importante de la construction de l'Europe capitaliste. L'Italie et l'Irlande ont réservé leur accord en se donnant 8 et 15 jours de réflexion supplémentaires et l'Angleterre a fait de même avec un délai indéterminé. La mise en place du système va s'opérer néanmoins avec l'optique de pouvoir y intégrer rapidement les pays hésitants ou ceux à qui il est envisagé que s'élargisse le Marché commun. Mais quelle est la portée réelle de ce système ? Quelle est l'histoire, le moteur de sa mise en place.

Il y a treize ans déjà que De Gaulle lançait le premier réquisitoire contre le système monétaire fondé sur le dollar. Ce système qui assure des avantages exorbitants à l'impérialisme américain n'a pas cessé depuis de susciter la grogne des capitalistes européens qui, eux, en subissent surtout les inconvénients, d'autant que l'affaiblissement continu du dollar est créateur d'une perpétuelle instabilité monétaire. Laquelle instabilité crée la perturbation dans le commerce international.

Au lendemain de la première dévaluation du dollar en 1971, les pays européens mirent sur pied le système du « serpent » qui devait protéger leurs monnaies des avatars du dollar. L'expérience fut éphémère et l'échec rapidement constaté dans la mesure où l'évolution du cours des monnaies européennes tendait bien plus à la divergence qu'à la stabilité. On était loin de l'oscillation harmonieuse de l'ensemble des monnaies européennes par rapport au dollar que devait symboliser ce serpent. La livre anglaise en était sortie seulement quelques mois après sa création, bientôt suivie par la lire italienne tandis que le franc sortait puis re- trait, puis sortait du serpent

comme s'il s'agissait d'un moulin. Le mark, de son côté, procédait à sa réévaluation par rapport au dollar. Ainsi les monnaies européennes qui devaient rester liées entre elles vis-à-vis du dollar se réévaluaient ou se dévaluaient chacune dans leur coin.

C'est à une entreprise du même ordre que se livrent aujourd'hui les pays capitalistes européens avec la création du système monétaire européen. Le but, tel que l'a défini Giscard, est de créer « une zone de croissance et de stabilité économique » c'est-à-dire de mettre dans la mesure du possible les économies des pays de la CEE à l'abri du chaos monétaire international aggravé par la maladie du dollar dont la dernière baisse vertigineuse porte le témoignage. Seulement après l'expérience négative de 1972, les pays capitalistes d'Europe entendent lier plus solidement leurs monnaies entre elles, ce qui ne peut se faire qu'au détriment du dollar. En effet, jusqu'à présent, chaque baisse du dollar entraînait, d'une part la baisse des monnaies faibles telles que la livre, la lire ou le franc et d'autre part une hausse des monnaies fortes comme le mark. Il s'agirait aujourd'hui de faire prévaloir la solidari-

té des monnaies européennes entre elles plutôt que la solidarité de chacune avec le dollar. Un certain nombre de mécanismes de soutien sont prévus dans ce sens ainsi que la création d'une monnaie européenne stable qui servirait aux échanges à l'intérieur du Marché commun. On peut noter ici que les chaos du système monétaire international ne sont pas seulement dommageables aux profits des capitalistes européens mais qu'ils le sont également pour les pays du tiers monde. En effet, les achats de pétrole ou de matières premières qui s'effectuent en dollars dévalués sont de moins en moins rémunérateurs pour les pays exportateurs. Dans ce sens, les pays du tiers monde souhaitent eux aussi pouvoir se passer du dollar dans leur échanges.

Quant au système monétaire européen, les conditions de son succès sont multiples ; il dépend en partie de la tenue du dollar (une nouvelle baisse créerait de difficiles tensions entre monnaies européennes) mais aussi de ce que l'on appelle « l'harmonisation des politiques économiques » des pays de la CEE. Il s'agit là des différents « plan Barre » européens dont les capitalistes attendent notamment la réduction des taux d'inflation dont l'écart actuel (le taux le plus bas étant celui de l'Allemagne et les plus élevés ceux de l'Angleterre et de l'Italie) pourrait compromettre la solidarité des monnaies. De toutes les façons, si le système monétaire européen se révèle capable de résister aux épreuves du chaos monétaire, cela se fera pour le plus grand profit des capitalistes européens mais tout aussi sûrement au détriment du dollar américain.

P.M.



# 20 millions fin décembre

### Quelques bilans de la vente des cartes de vœux

**D**ANS l'édition précédant la journée nationale de souscription, nous avons annoncé que la somme à recueillir durant le mois de décembre pour atteindre l'objectif annuel des cent millions en 1978, s'élevait à 20 millions. Nous avons fait paraître depuis un certain nombre d'articles témoignant concrètement des efforts faits par les cellules du Parti et les camarades pour marquer des points dans la bataille financière. Dans ce cadre, nous publions aujourd'hui un article envoyé par le correspondant de Montpellier ainsi qu'une lettre fort intéressante d'un camarade. Si cette lettre est instructive, ce n'est pas tant par le caractère exceptionnel de la vente quoique quarante cinq cartes de vendues soit déjà un beau score. C'est parce que de telles possibilités s'offrent à bien des militants. Si ce camarade a pu vendre quarante cinq cartes dans son usine, c'est justement parce que c'est

là qu'il est connu et apprécié des travailleurs. C'est aussi qu'il a considéré cette vente comme une tâche militante et ne s'est pas laissé rebuter par les quelques insuccès et difficultés du début. N'est-ce pas un exemple à suivre pour tous nos camarades et lecteurs. Tout en indiquant qu'il n'a pas « l'esprit très commerçant », il précise également qu'il a procédé « en expliquant pour qui et pourquoi il vendait ces cartes » et c'est le principal. Ces cartes si nous les vendons ça n'est pas pour notre intérêt personnel ou pour en retirer un bénéfice purement commercial. C'est un acte militant par lequel nous appelons les travailleurs à soutenir notre presse et notre parti. Si nous l'expliquons clairement aux travailleurs, la première gêne que certains camarades peuvent ressentir à l'idée d'être pris pour des « commerçants » n'a plus de raison d'être. De bons militants ne doivent-ils pas avoir à cœur d'apprendre à susciter, en fai-

sant preuve d'esprit pratique et d'initiative, le soutien conscient des travailleurs à notre presse, d'autant qu'il s'agit d'une des tâches pressantes de l'heure.

Cette tâche, il faut s'y atteler dans les entreprises où nous travaillons mais aussi sur les marchés, au porte-à-porte sans rejeter à priori les endroits où nous ne sommes pas encore connus. Ce sera justement le moyen, en diffusant en même temps notre presse, de faire une première apparition tout en élargissant le champ de notre souscription.

Continuez donc à nous envoyer des lettres témoignant de vos efforts, des difficultés et des succès, de vos diverses expériences en matière de souscription. Que des cellules, des sections n'hésitent pas non plus à nous envoyer le récit vivant de leur plan de bataille et des mesures prises pour le réaliser.

Jean QUERCY.

## Montpellier

### Des tables de vente sur les quartiers, marchés et au centre ville

**U**n soin tout particulier a été apporté à la préparation de cette journée de vente des cartes de vœux et des calendriers. A toutes les tables, des panneaux confectionnés avec soin appelaient à soutenir notre journal, l'Humanité rouge et expliquaient les raisons de cet appel. Par exemple : « Un journal au service des travailleurs et qui ne vit que par eux ».

Par ailleurs, il y avait des tables de vente avec de nombreuses brochures et le quotidien, du matériel de souscription. 74 cartes de vœux ont été vendues, quelques calendriers (nous n'avons pas encore le chiffre exact) et des quotidiens et des revues.

Qu'en conclure ? Soixante-quatorze cartes vendues, c'est un résultat appréciable bien qu'il puisse être amélioré. Il faut dire que certaines conditions étaient défavorables : le temps froid par exemple. Les gens n'ont pas envie de s'arrêter et de discuter. D'autre part, les travailleurs sont payés le 4 ou le 5, et certains travailleurs nous ont dit qu'ils en achète-

raient plus tard, après la paye. Quant au calendrier, il faut reconnaître qu'il a été difficile à vendre car les gens sont très sollicités par ailleurs là-dessus.

Des gens ont acheté et discuté.

La majorité des cartes a été vendue à des connaissances personnelles, à des camarades du syndicat, à des sympathisants de notre Parti et de notre presse. Tous ont acheté pour soutenir notre journal. Quelqu'un nous a dit : « Je vous soutiens parce que vous vous battez bien ».

Des travailleurs français et immigrés, des jeunes, des intellectuels, il faut souligner la diversité de ceux qui ont acheté ces cartes et qui soutiennent notre journal. Une dame nous a invités à nous rendre dans l'usine où travaille son mari pour faire un article sur la grève qui s'y mène. Tous ces résultats sont encourageants. La preuve en est que tous les camarades cherchent des moyens pour améliorer la présentation, pour être plus offensifs, sans être agressifs, pour faire progresser la diffusion de notre presse.

Correspondante

## Liste de souscription

Supplément à réabonnement quotidien :	
S. CH Anjou .....	120 F
B.G. Lannion .....	20 F
D.T. Brest .....	220 F
Supplément à réabonnement quotidien plus bimensuel plus prolétarien : C.R. Brétigny sur Orge .....	120 F
Cellule F. Marty du PCML Rennes .....	850 F
No 342 8648 Bretagne .....	500 F
Une camarade St-Brieuc .....	500 F
C.P. Manouchian banlieue parisienne .....	1 055 F
C.P. Rhône-Alpes Lyon .....	1 235 F
Des camarades amis et sympathisants du PCML Nord .....	160 F
Des camarades Decazeville Rodez .....	500 F
Cellule Ostrovski banlieue parisienne .....	700 F
Cellule A. Marty banlieue parisienne .....	210 F
Cellule F. Yveton banlieue parisienne .....	550 F
Cellule E. Vartin banlieue parisienne .....	1 500 F
Cellule Hapiot banlieue parisienne .....	130 F
C.P. Commune de Paris Paris .....	1 500 F
J.L.B. Le Havre .....	52 F
Des camarades Rennes .....	725 F
Des camarades Orne .....	100 F
Sur vente de dessins et d'aquarelles Nord .....	240 F
Cellule J. Maes du PCML Nord .....	150 F
Cellule PCML Tours .....	100 F
Cercle JC Guingamp .....	40 F
HY Bretagne .....	16 F
C.P. Manouchian Lorient .....	600 F
Des camarades Lorient .....	1 000 F
Nouveau total au 4 décembre .....	12 893 F

## 45 cartes dans mon usine

**L**ORS du week-end du 2 et 3 décembre, notre Parti a lancé une grande campagne de souscription de masse avec vente de cartes de vœux chinoises et de calendriers. Sans perdre de temps, j'ai décidé de me mettre au travail dans mon usine. Ce matin-là, j'arrivais au boulot avec 50 cartes de vœux. J'avais l'espoir, modeste bien sûr, d'en vendre une

vingtaine. Les camarades m'avaient dit : « Il faudra en vendre dix au minimum ». J'attaquais donc en arrivant, en expliquant pour qui et pourquoi je vendais ces cartes. Quelques refus polis, d'autres moins... Sans me décourager, je continuais ma quête et je passais d'atelier en atelier, parfois avec un peu d'appréhension, je l'avoue, n'ayant pas l'esprit très commerçant. Le midi, j'en avais

déjà vendu 24. L'après-midi, je fus bien vite obligée de cesser le combat faute de munitions. J'en avais vendu 45 (j'en garde quand même cinq pour moi). Et je n'ai pas pu passer voir tout le monde ! Je vais donc en recommander d'autres pour finir l'usine ainsi que tous mes parents et amis. Une anecdote pour finir. Je passais devant un groupe d'ouvrières. Je leur montrais mes cartes, on discute et elles m'en prennent quatre. Je me retourne vers un vieil ouvrier qui était là. « Et vous, ça ne vous intéresse pas ? ». Sa femme, qui

travaille avec lui, le regarde d'un œil sévère. Très vite, il répond : « Moi, pas du tout ». Je m'éloigne et quelle n'est pas ma surprise de le voir courir après moi. « Tiens, parce que c'est toi, donne m'en trois. Je n'ai plus personne à qui les envoyer, mais cela me fait plaisir de te faire plaisir ». Sympa, non ?

Oser aller de l'avant et aborder les travailleurs, même si souvent on se retrouve sur les roses. Il n'y a que comme cela que notre quotidien pourra continuer et notre ligne avancer.

Un camarade

## Interview d'un paysan du Larzac

# « Tout le monde vivait la manif »

**S**UITE à leur manifestation de samedi à Paris, les paysans du Larzac ont donné une conférence de presse. Ils ont bien voulu répondre à nos questions.

— Q : Les impressions de la manifestation ?  
R : Excellente ! On a été très sensible à l'appui que nous ont apporté les organisations, les partis, les groupes, etc. Les gars ont été d'un sang-froid terrible. Ils ont suivi les consignes des paysans impeccables et même devant les flics, je les ai vus, les flics, à deux mètres d'eux, ils n'ont pas bougé, pas une insulte, rien. On sentait que c'était pas que la manif des paysans, mais de tout le monde. Tout le monde vivait la manif. Mis à part quelques dizaines d'emmerdeurs qu'il y avait devant (les provocateurs mêlés aux autonomes).

— Q : Les conséquences de la marche et de la manifestation sur le pouvoir ?

R : Actuellement le pouvoir a entr'ouvert une porte parce qu'il ne peut pas faire autrement. Vu la mobilisation qu'il y a eu autour de la marche, vu le soutien qu'elle a eu de partout, les prises de positions des personnalités, des évènements, tout ce que tu veux, vu le monde qu'il y avait à la manifestation, d'autant qu'ils avaient tout fait pour la discréditer : deux fois ils ont lancé chez nous qu'elle était interdite. Il y a eu une campagne de dénigrement incroya-



La manifestation du 2 décembre (Photo HR)

ble, des coups de téléphones et des lettres anonymes, ils ont fait tout ce qu'ils ont pu, et malgré cela, t'as vu le monde qu'il y avait et il y avait aussi la province. C'était une manifestation nationale. Et le gouvernement a été obligé de lâcher du lest. C'est quand même important d'être reçu. Imagine toi être reçu un dimanche matin, alors que tout était fermé ; le soir deux heures après la manifestation on a reçu un coup de téléphone : « Vous êtes reçus par un envoyé spécial de Giscard ». C'est pas au nom de Bourges (le ministre des Armées). Est-ce qu'ils ont eu peur de la manifestation, est-ce qu'ils ont vu que le rapport de force leur devenait défavorable et qu'il fallait lâcher quelque chose ?

— Q : Quel a été le résultat de l'entrevue ? Du baratin ?  
R : Oui et non. Il faut l'interpréter. On étudiera ça quand on sera revenu chez nous. Ils ont parlé de compromis. C'est la première fois qu'ils parlent de compromis. Ils ont parlé de remembrement, ça c'est curieux. Ils ont dit aussi qu'ils voulaient prendre les 17 000 hectares en totalité et que la procédure juridique concernant les 17 000 hectares serait menée à terme d'ici la fin de l'année, mais qu'il n'y aurait pas attribution pour le moment à l'armée. L'Etat achète mais c'est tout, ensuite il bloque. Ils ont dit aussi que l'idéal serait qu'aucun paysan ne soit chassé de son environnement. « Environnement » c'est un mot assez

lâche, ça peut être toute la France. Ils sont restés pendant trois heures moins le quart et on sentait que les gars en face, Masson, paraissait avoir les pleins pouvoirs. Ils commencent à prendre en considération le rapport de force. Ils se sont mis d'accord avec Masson pour qu'il y ait un calendrier précis et très court. Il doit nous recevoir à nouveau à la mi-décembre et nous on a dit qu'il fallait que tout soit terminé pour la fin décembre. Masson nous a demandé de monter ici, nous, on a dit non. Il a les billets de chemin de fer moins chers, lui n'a qu'à descendre ! Voilà où on en est.

Interview recueillie par René BREAND



Manifestation des travailleurs de l'AOIP (Photo correspondant)

## Chantonnay (Vendée)

**3 médecins comparaissent devant le Conseil régional de l'ordre des médecins**

**D**EPUIS 1975, des médecins refusent de payer leurs cotisations au Conseil de l'Ordre des médecins (25 % en France). Des procès ont déjà été intentés contre ces médecins dans plusieurs départements mais ont échoué grâce à la mobilisation (Rennes 1976, région parisienne).

Samedi 25 novembre à 15 h 30, trois médecins vendéens refusant de payer leurs cotisations, comparaissent, à huis clos, devant le Conseil régional de l'Ordre des médecins à Angers, où une cinquantaine de manifestants les soutenaient. L'avocat, dans un premier temps, demandait l'audience et le débat publics. Cela étant refusé par le président à cause d'un arrêt du Conseil d'Etat paru le matin même dans le *Quotidien des médecins*.

Dans un deuxième temps, la question de la procédure était soulevée. Les trois médecins, étant déjà poursuivis devant les tribunaux d'instance, ne seront pas appelés à comparaître devant la juridiction du Conseil de l'ordre pour le même motif : non-paiement de leurs cotisations (article 410 du code de la santé publique). De plus le chef d'accusation se dédoublait. Il ne portait plus essentiellement sur l'article 410, mais sur les mobiles politiques du refus de cotiser. Le caractère réactionnaire de cette juridiction apparaît nettement ici. Mais plus encore le cynisme de ses membres qui ont fait disparaître du dossier une lettre écrite par le réactionnaire Transon, président de l'Ordre des médecins de Vendée et membre du bureau politique du Parti républicain, lettre compromettante pour lui, rappelant les mots de la préfecture de la Vendée sur la nécessité de prendre des sanctions contre les trois « insoumis ». Les trois médecins ont comparu individuellement à huis clos. Pendant deux heures qu'a duré le procès, les manifestants groupés sous les fenêtres scandaient des mots d'ordres.

A leur sortie, les médecins et leurs avocats ont expliqué leur conception de la médecine, l'esprit du procès et les risques encourus. Le jugement qui sera tenu secret peut prendre trois formes : avertissement ou blâme, suspension d'exercer, radiation définitive. Bien que peu nombreux, les manifestants ont été pour les médecins un réconfort. A chaque slogan lancé, les juges étaient de moins en moins sereins. La lutte et la mobilisation se poursuivent.

Correspondant

## A l'AOIP d'Evry : ne pas se laisser faire

**A** l'AOIP, comme dans toute la téléphonie, il y a des problèmes d'emploi dus au passage de l'électromécanique à l'électronique (voir HR No 958). La direction de l'AOIP, la plus grosse coopérative ouvrière de France, pour conserver ses profits, préfère liquider les travailleurs de la téléphonie électromécanique que d'assurer une reconversion.

A l'usine d'Evry, elle a commencé à frapper : 25 travailleurs ont été mutés dont la plupart sur l'usine de Paris. Pour ces travailleurs, ces mutations représentent des pertes de salaires allant jusqu'à 400 F.

En fait, par ces mutations, la direction veut éparpiller les travailleurs touchés par les problèmes d'emploi pour pouvoir mieux les licencier par la suite. De plus, pour empêcher une riposte en masse de tous les travailleurs contre ces mutations, la direction a tiré une corde souvent utilisée par la bourgeoisie pour diviser : le racisme. En effet, la quasi-totalité des mutés sont des travailleurs immigrés.

Face à cela, les sections CFDT et CGT ont, en commun, appelé les travailleurs à riposter.

Judi 16 novembre, la majorité des travailleurs de la téléphonie à Evry sont montés au siège social à Paris. Là, nous avons été tous ensemble demander des comptes au directeur général, puis nous avons distribué des tracts à tous les travailleurs de l'AOIP-Paris pour les informer.

Mardi 21 novembre, nous avons fait un défilé en voiture, dans la zone industrielle d'Evry, devant la préfecture, puis dans la ville de Corbeil-Essonnes, où nous avons manifesté et informé la population.

Correspondant

## Toulouse

### Deux délégués syndicaux de la SNIAS en correctionnelle

Mercredi, 6 décembre, deux syndicalistes de la SNIAS (un CGT, un CFDT) passent en correctionnelle. Le motif est la séquestration de la direction des usines SNIAS de Toulouse.

#### LES FAITS

En 1974, après les déboires de Concorde sur le marché international et les commandes insuffisantes pour l'Airbus la direction générale met en place un plan de « dégraissage » : le plan Soufflet. Il consiste à donner la pré-retraite à 57 ans, à ne pas reprendre les jeunes après le service militaire, à ne pas embaucher les jeunes qui sortent des écoles de la SNIAS, à muter autoritairement des travailleurs avec cinq mises à pied et licenciements à la clef.

Face à cette offensive patronale, une riposte ouvrière s'imposait. Au retour des congés, la mobilisation s'engage. Des arrêts de travail ont lieu dans les bureaux et les ateliers. Le 13 septembre, a lieu une mobilisation générale : les travailleurs des trois usines bloquent les pistes d'envol de l'aéroport de Blagnac pendant deux heures. Après différentes entrevues sans résultat, les travailleurs décident de soutenir massivement leurs délégués durant les négociations afin d'obtenir satisfaction. Ils seront 3 000 dans les locaux de la direction. Alors que la négociation se déroule avec un représentant de la direction générale de Paris, vers 3 heures du matin, des nerfs de la direction font irruption dans les locaux, tabassent les travailleurs, emmènent de force les représentants patronaux pendant que les flics entourent les bâtiments.

Il n'y a là aucune trace de séquestration, mais une volonté des travailleurs de faire aboutir leurs revendications. Aujourd'hui, quatre ans après, le procès des deux délégués syndicaux s'inscrit dans une politique très précise de la direction centrale et du pouvoir : chasse aux sorcières contre tout syndicaliste non FO, corruption des travailleurs par FO (carte FO ; augmentations de salaire, d'échelon, bonnes conditions de travail...), institution des médecins-flics, etc... A travers ce procès, ce sont les acquis des travailleurs de la SNIAS qui sont remis en cause par la bourgeoisie. Seule une mobilisation unie des travailleurs brisera cette offensive patronale.

Correspondante HR.

## BLOC-NOTES

### MONTPELLIER

Chine, force de paix dans le monde

Meeting AAFC le 8 décembre à 20 h 30 au centre la Corderie à Montpellier.

### PARIS

Exposition photographique sur des danses et autres images de la République populaire du Mozambique.

Cette exposition a été réalisée par Réginaldo Faria, photographe de l'AIM, (agence de l'Information du Mozambique). Elle se tiendra 7, boulevard Jourdan à la fondation franco-brésilienne, 75014 Paris. Métro Cité universitaire.

**1000** Le numéro 1000 de l'Humanité rouge va sortir - Préparez vous et passez vos commandes

Le No 1000 de l'Humanité rouge, sortant le jeudi 14 et daté du vendredi 15 sera un numéro spécial de 16 pages destiné à une diffusion militante de masse, notamment lors du week-end du 16-17 décembre. Il comportera notamment une rétrospective de quelques unes des « Unes » les plus significatives, une interview de Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML, sur les conditions dans lesquelles il en est venu à se poser, non sans déchirement, la question du caractère de classe du PCF, parti dont il était membre depuis 20 ans. Deux pages au moins seront consacrées au courrier des lecteurs et à la rubrique « Avec le Parti ». Ce numéro spécial traitera également de la lutte contre le chômage et les licenciements, du 40e congrès de la CGT, de la lutte des petits paysans, du danger de guerre et de la question de l'Europe, du socialisme en Chine, du Vietnam (etc), sans parler d'une page culturelle. Passez dès maintenant vos commandes à l'administration. Lecteurs et correspondants, à vos plumes, pour enrichir les rubriques « Courrier des lecteurs, témoignages, et avec le parti ».

Un livre sur la libération de Phnom Penh  
« Phnom Penh libérée »  
aux Editions sociales

Ce livre est disponible aux Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, Paris 20e

**Abonnements communs au Quotidien du peuple et à l'Humanité rouge**

Abonnements de trois mois au Quotidien du peuple et à l'Humanité rouge  
150 F

Abonnements de six mois, avec en supplément le Tome V des Œuvres choisies de Mao Tsé-toung  
300 F

Abonnement de six mois aux revues théoriques Front rouge et Proletariat  
50 F

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste.

NOM. ....  
PRÉNOM. ....  
Lieu de travail. ....  
Adresse. ....  
Code postal. ....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Quercy  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson - Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel  
L'Humanité rouge : pour toute correspondance : BP : 61 75861 Paris cedex 18 CCP 30 226 72 D La Source Tel : 205 51 10

Directeur de publication : André Druésne  
Commission paritaire No 57 952.  
Distribution NMPP  
Imprimerie La Nouvelle.  
Dépot légal 4e trimestre 1978.

Les pays d'Europe de l'Est ne ressemblent pas, en bien des aspects, aux pays capitalistes d'Europe de l'Ouest : ils se disent socialistes, la forme principale de propriété y est la propriété d'Etat, ces pays ne connaissent pas la démocratie parlementaire, mais le régime du parti unique. Toutefois, ces différences ne peuvent masquer l'essentiel : ces pays sont aussi des pays capitalistes ! La contradiction fondamentale y oppose, tout comme chez nous, la grande masse des travailleurs et une poignée d'exploiteurs, une nouvelle bourgeoisie bureaucratique d'Etat qui régent les moyens de production à sa guise et à son profit.

Aux travailleurs qui en douteraient, on ne peut que rappeler les dures grèves et luttes qu'ont dû mener, en 1970-1971 et en 1976, leurs frères de classe polonais pour défendre leurs conditions de vie !

Les pays d'Europe de l'Est, de l'Allemagne de l'Est à la Bulgarie (1) font partie à la fois du Pacte de Varsovie (organisation militaire) et du Comecon (organisation économique), aux côtés de l'URSS.

Les dirigeants soviétiques présentent ces deux organisations comme reposant sur le principe de l'égalité et de l'indépendance des pays membres. Mais quelle est la réalité ?

## SUR LE PLAN MILITAIRE

Quand, en 1968, l'Union soviétique et ceux qui la suivaient ont envahi la Tchécoslovaquie en se référant au Pacte de Varsovie, quel cas faisait-il donc de son indépendance ? C'était une agression du plus pur style impérialiste !

C'est là un fait et un fait grave, qui montre que le Pacte de Varsovie, loin d'être un instrument de défense face à une quelconque menace occidentale, est un instrument de l'Union soviétique pour défendre sa domination et ses intérêts en Europe de l'Est.

Le Pacte de Varsovie est dirigé par l'état-major soviétique, qui y dicte sa loi en s'appuyant sur l'inégalité énorme entre l'armée soviétique et les forces militaires beaucoup plus réduites des pays d'Europe de l'Est. Et il la dicte aussi au nom du principe de la « souveraineté limitée » que Brejnev a imaginé en septembre 1968 pour justifier son agression contre la Tchécoslovaquie. Selon ce principe, chaque pays socialiste n'est plus le seul maître de sa souveraineté, qui intéresse aussi les autres pays, c'est-à-dire en l'occurrence, l'Union soviétique... D'où le « droit » d'intervention et d'agression.

Plus encore, à la dernière réunion du Pacte de Varsovie, l'URSS a exigé des autres pays qu'ils augmentent leur budget militaire, pour qu'ils lui servent mieux de chair à canon dans les aventures militaires à elle. Et la Roumanie a été le seul pays à oser dire non !

## SUR LE PLAN ECONOMIQUE

Le Comecon sert-il le développement de l'économie indépendante de chaque pays ? Si tel est le cas, nul n'y trouverait rien à redire...

Mais c'est un fait que le Kremlin y impulse une « division internationale du travail », c'est-à-dire une spécialisation à outrance de chaque pays, qu'il transforme en une colonie à lui.

Là aussi, le Kremlin a la partie belle et il peut facilement dicter sa loi. L'URSS dispose de richesses naturelles gigantesques. Comme elle manque, en général, de technologie et de moyens pour les exploiter, ses dirigeants disent aux pays du Comecon : tu m'aides à exploiter mes gisements, et je t'en fournirai un petit peu. Par exemple, ils



# L'Europe, les Etats-Unis et les autres (4)

## Europe de l'Est sous la domination de Moscou

**L**ES dirigeants du PCF dénoncent, dans leur presse et dans leurs discours, la « domination américaine » sur l'Europe de l'Ouest. Et de rabâcher sur tous les tons et à toutes les occasions que la construction de l'Europe va à l'encontre de l'indépendance nationale des pays. De dénoncer sans trêve la défense intégrée dans le cadre de l'OTAN et l'unification et la spécialisation économique ! Mais à propos : que disent-ils donc sur ce qui se passe en Europe de l'Est ? N'y a-t-il pas là une réelle domination soviétique, véritablement asservissante et exploiteuse ? Du côté des dirigeants du PCF, c'est le silence complet là-dessus. Et pourtant...

### Les tramways tchécoslovaques et l'URSS

L'entreprise d'Etat Skoda Pilsen, usine d'Ostrov sur l'Oder, a le monopole de la fabrication des tramways en Tchécoslovaquie et elle compte parmi les trois grands producteurs mondiaux. Sa production est exportée dans tous les pays du monde, en Chine, en Amérique latine, mais tout particulièrement en URSS. L'URSS a imposé des investissements importants dans la recherche sur un nouveau type de tramway, dit « TR 14 ». A l'automne 1974, l'URSS a cessé ses commandes de tramways. En mars 1975, la direction de l'entreprise Skoda a dit de réduire la production des tramways en vue de l'arrêter complètement en 1977. Raison : le client soviétique n'y est plus intéressé (Nous avions déjà perdu d'autres clients, car il nous fallait nous concentrer sur la satisfaction des besoins de l'URSS).

Comme programme de remplacement, on a introduit la fabrication de formes pour la vulcanisation. Pour la Tchécoslovaquie, ce n'est pas avantageux, ni du point de vue économique, ni du point de vue politique (ce serait comme si l'on remplaçait la production de montres par celle de bêtes), parce que les matières premières nous manquent et que, dans cette branche, nous ne pouvons pas avoir un niveau technologique suffisant ni obtenir des produits de qualité. Les éléments complémentaires au processus de vulcanisation dépendent des autres pays du Comecon. On a beaucoup investi pour transformer l'entreprise, les travailleurs ont été recyclés, on a déjà commencé à produire des formes.

Mais voilà qu'en novembre 1975, l'URSS a repassé des commandes et a même envoyé un avertissement à l'usine, et les autorités responsables de notre pays ont donné de nouvelles directives pour transformer à nouveau l'usine.

Maintenant, on recommence à produire des tramways.

(Cité dans le recueil « Droits de l'Homme » publié en Allemagne par Pelikan et Wilke).

ont ordonné aux pays de l'Est de construire, à leurs frais, des pipelines qui traversent un bon tiers de l'URSS, sans quoi, pas de pétrole !

L'économie des pays de l'Est dépend totalement des échanges avec l'URSS. Un exemple : l'approvisionnement de l'Allemagne de l'Est en gaz, en pétrole, en minéral de fer, en acier, en

plomb etc. dépend à plus de 90 % de l'URSS.

Le commerce des pays d'Europe de l'Est avec l'Ouest est lui aussi soumis aux bonnes volontés soviétiques. Quand le Kremlin ne peut pas tout contrôler, il s'inquiète et soumet le pays pas assez dépendant et soumis à un feu de critiques : c'est actuellement le cas pour

l'Allemagne de l'Est en raison de ses relations intenses avec l'autre partie de l'Allemagne.

Il est clair que pour les pays du Comecon, les conséquences de ce diktat permanent sont désastreuses : ils deviennent de simples annexes de l'économie russe, dont ils dépendent entièrement.

## SUR LE PLAN POLITIQUE

Tant avec le Comecon qu'avec le Pacte de Varsovie, le Kremlin dispose de formidables moyens de pression sur les pays de l'Est et peut leur dicter sa politique. On entend souvent dire que leur politique extérieure est faite au Kremlin. Sans doute n'est-ce pas entièrement juste, des contradictions existent, surtout du fait que les gouvernements est-européens ont à compter avec les sentiments de leur peuple à l'égard de l'Union soviétique de Brejnev — ce sont ces sentiments, pour le moins peu empreints d'amitié, qui ont obligé les dirigeants polonais à renoncer à inscrire dans la Constitution de 1976 le principe de l'« amitié éternelle » avec l'Union soviétique...

Mais la soumission qu'exige le Kremlin des gouvernements est-européens est néanmoins un fait bien réel. L'URSS prend-elle une initiative diplomatique, aussitôt, elle est suivie à la queue leu leu par les gouvernements est-européens qui doivent exécuter ses ordres. Ainsi, en août dernier, quand Houa Kouo-feng a effectué une visite officielle en Roumanie et en Yougoslavie, les capitales d'Europe de l'Est n'ont, dans un premier temps, publié aucun commentaire défavorable, à l'exception de Sofia (Bulgarie). Puis, l'agence Tass a publié des commentaires furieux et aussitôt, toute l'Europe de l'Est a dû lui emboîter le pas...

Un autre exemple : en 1970, quand Moscou a voulu signer avec les trois alliés occidentaux (Etat-Unis, Angleterre, France) un accord sur Berlin, longtemps Ulbricht, le numéro un allemand, s'y est opposé, estimant que la souveraineté allemande était bafouée. Mais en mai 1971, il a été finalement acculé à la démission...

Non, ce n'est pas vraiment forcer les mots que de parler de domination soviétique en Europe de l'Est !

Sait-on par exemple qu'avant le Printemps de Prague, et sans doute encore maintenant, il n'était pas extraordinaire que l'ambassadeur russe Tchervonenko vienne assister aux réunions des plus hautes instances dirigeantes de Tchécoslovaquie ?

Sait-on que tous les travaux scientifiques effectués en Allemagne de l'Est doivent obligatoirement comprendre un résumé en russe ? (Est-il besoin de préciser que l'inverse n'est bien sûr pas vrai ?)

Sait-on que, dans toutes les manifestations officielles à Berlin-Est, on voit l'ambassadeur russe juste à côté du numéro un du régime, Erich Honeker ? (Le PCF ne dit rien à ce sujet. Mais on entend déjà ce qu'il dirait si l'ambassadeur américain assistait juste à côté de Giscard au défilé du 14 juillet !)

Sait-on que l'ambassadeur russe en Tchécoslovaquie a adressé plusieurs fois publiquement des mises en garde au gouvernement pour protester contre sa politique économique sans doute encore trop indépendante ?

On pourrait multiplier les faits de cet ordre. Ils démontrent la domination à laquelle les pays de l'Est sont soumis de la part de l'URSS. Ils démasquent l'hypocrisie des dirigeants du PCF. Tout en faisant beaucoup de bruit sur la prétendue « domination américaine » sur l'Europe de l'Ouest, ils soutiennent, par contre, la domination que l'URSS exerce bel et bien sur l'Europe de l'Est.

Jean SCHUBERT

(1) Parmi les pays du Comecon et du Pacte de Varsovie, la Roumanie occupe une place à part, du fait qu'elle est le seul pays à refuser, avec constance et depuis longtemps, de céder aux pressions soviétiques. Ce qui est dit ici des relations avec l'URSS n'est donc pas valable dans son cas spécifique.